

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL **DU MERCREDI 18 NOVEMBRE 2020**

1 - Séance du Conseil Municipal du 2 octobre 2020 : Approbation du procès-verbal

Sur rapport de Mme AROSTEGUY, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver le procès-verbal de la séance du 2 octobre 2020.

ADOPTE

2 - Nouveau règlement intérieur du Conseil Municipal : Décision d'adoption

Sur rapport de M. BOUDOUSSE, conformément à l'article L2121-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil municipal doit établir son règlement intérieur dans les 6 mois qui suivent son installation.

Ce règlement a pour objet de définir les modalités pratiques de fonctionnement de l'assemblée et de réunir, sous un même document, l'ensemble des droits et obligations fixées par le C.G.C.T. en matière de convocation, d'organisation et de déroulement des séances du Conseil Municipal.

Il a été proposé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver l'ensemble des articles de ce règlement qui pourra, si nécessaire, au cours de la vie du mandat de ce conseil, faire l'objet de modifications.

ADOPTE

M. BARUCQ, Mme BRAO, M. MORIN, Mme MOTSCH, M. CARRERE,
M. DESTIZON VOTENT CONTRE

3 - Conseils Consultatifs de la vie locale : Création et décision d'adoption d'une charte

Sur rapport de M. MARTINEZ, la participation citoyenne est un enjeu majeur pour la réussite des politiques publiques.

La Ville de Biarritz a décidé de solliciter l'expertise d'usage des habitants afin de mieux cibler leurs besoins et d'éclairer la prise de décision.

C'est pourquoi la Ville de Biarritz a décidé de mener une politique active en termes de participation. Elle a ainsi mis en place non seulement des permanences de « Madame le Maire », des permanences de quartier et des élus référents, mais aussi des réunions publiques de concertation et des conseils d'éducation.

Mais le socle du nouveau dispositif de la démocratie locale pour Biarritz repose sur les conseils consultatifs de la vie locale.

Ces conseils consultatifs ont pour objet de favoriser l'écoute, la consultation et le dialogue des Biarrots, de favoriser l'engagement citoyen en permettant à chacun de s'impliquer dans la vie de la ville.

Il est proposé de créer 7 conseils consultatifs, 1 par quartier, qui se réuniront de façon trimestrielle.

Ils seront nommés par tirage au sort des candidatures reçues à titre bénévole avant le 10 décembre 2020.

Ils sont nommés pour 2 ans et animés par M. l'Adjoint au Maire en charge de la Démocratie Participative.

Le financement du fonctionnement de ces conseils consultatifs de la vie locale (CCVL) sera à la charge de la Ville.

ADOPTE

4 - Ouverture des commerces le dimanche : Décision de dérogation au repos dominical des salariés des commerces de détail en 2021

Sur rapport de M. BACH, il a tout d'abord été rappelé que le statut de commune d'intérêt touristique de la Ville de Biarritz permet à ses commerçants d'employer du personnel salarié le dimanche, sans limitation pour la plupart des activités, et jusqu'à 13h pour les commerces alimentaires, sous réserve de la conclusion d'un accord fixant pour les salariés concernés les compensations et contreparties.

Par ailleurs, les commerces de fabrication alimentaire destinée à une consommation immédiate bénéficient d'une dérogation de droit.

Or, l'article L.3132-26 du code du travail, modifié par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, dispose que :

« Dans les établissements de commerce de détail où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du maire prise après avis du conseil municipal.

Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par année civile. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 décembre, pour l'année suivante. Elle peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année, au moins deux mois avant le premier dimanche concerné par cette modification.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède cinq, la décision du maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre. A défaut de délibération dans un délai de deux mois suivant sa saisine, cet avis est réputé favorable ».

Cette disposition peut donc être utilisée pour permettre aux commerces alimentaires, hors dérogation de droit, d'ouvrir le dimanche en employant du personnel salarié, après 13h, ainsi que pour les commerces de détail qui n'auraient pas conclu d'accord d'entreprise.

Le code du travail précise par ailleurs que seuls les salariés volontaires ayant donné leur accord par écrit à leur employeur peuvent travailler le dimanche.

Chaque salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400 m², lorsque les jours fériés légaux, à l'exception du 1er mai, sont travaillés, ils sont déduits par l'établissement des dimanches désignés par le maire, dans la limite de 3.

Il est précisé que ces dérogations sont accordées collectivement pour l'ensemble des établissements de la même branche commerciale.

Il est à souligner que les périodes de forte activité des commerces intéressés diffèrent selon leur nature (voir tableau ci-dessous).

La décision du Maire supprimant le repos dominical est prise après consultation préalable obligatoire des organisations d'employeurs et de salariés intéressées.

Suite à la consultation des commerces de détail de la Ville, la liste suivante est proposée au Conseil Municipal :

Code NAF	Branches commerciales	Liste dimanches
4711 A	Surgelés (Etablissement Picard)	5 12 19 26 décembre (Fêtes de fin d'année)
4711 F	Hypermarchés (Etablissement Leclerc Iraty)	18 25 juillet (Saison été) 1 8 15 22 août (Saison été) 26 septembre (Foire vins) 5 12 19 décembre (Fêtes de fin d'année)
1089 Z	Fabrication d'autres produits alimentaires, sauf les commerces bénéficiant d'une dérogation de droit (Nespresso)	18 avril (Braderie) 4 11 18 25 juillet (Saison été) 1 8 15 22 29 août (Saison été) 28 novembre (Black Friday) 19 décembre (Fêtes de fin d'année)
Autres codes NAF Alimentaires	Autres activités alimentaires, sauf les commerces bénéficiant d'une dérogation de droit	4 avril (WE Pâques) 4 11 18 25 juillet (Saison été) 1 8 15 22 29 août (Saison été) 19 26 décembre (Fêtes de fin d'année)
Tous codes NAF de l'équipement de la personne et de la maison	Equipement de la personne et de la maison	18 avril (Braderie) 11 18 25 juillet (Saison été) 1 8 15 22 29 août (Saison été) 12 19 26 décembre (Fêtes de fin d'année)
Tous codes NAF des concessions automobiles	Concession automobile (Etablissement Renault)	17 janvier (Portes ouvertes) 14 mars (Portes ouvertes) 13 juin (Portes ouvertes) 19 septembre (Portes ouvertes) 17 octobre (Portes ouvertes)

Afin de soutenir l'activité commerciale de Biarritz, dans un contexte concurrentiel fort, et pour répondre au mieux à la demande des consommateurs, il a été demandé au Conseil Municipal de donner un avis favorable à l'ensemble de ces propositions de dérogations au repos dominical des salariés des commerces de détail de la Ville de Biarritz.

ADOPTE

5 - Villa Sion : Convention de concession de places de stationnement : Autorisation de signature

Sur rapport de Mme CASCINO, par délibération en date du 19 décembre 2019, il a été décidé la cession à Monsieur Jean-Marc PERES et à la SARL ALAENA COSMETIQUES, pour un montant de 1 700 000 € net de la villa SION et de son terrain d'assiette situés à Biarritz 79 bis Rue d'Espagne sur la parcelle cadastrée BK n° 94p (pour une contenance cadastrale de 209 m²) selon plan de division.

Comme cela a été indiqué dans la délibération précitée, l'estimation domaniale s'élevait à 1 110 000 €, intégrant dans ce prix la possibilité de stationner dans le parc pour respecter les obligations réglementaires en matière de stationnement au regard du PLU.

Il était indiqué dans cette délibération que ces dernières pourront être remplies par une concession à long terme à titre gratuit dans le parc existant.

En effet, conformément aux dispositions de l'article L.151-33 du code de l'urbanisme : *« lorsque le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition à une déclaration préalable ne peut pas satisfaire aux obligations résultant du premier alinéa, il peut être tenu quitte de ces obligations en justifiant, pour les places qu'il ne peut réaliser lui-même, soit de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération, soit de l'acquisition ou de la concession de places dans un parc privé de stationnement répondant aux mêmes conditions ».*

Tel est le cas en l'espèce où le projet eu égard à sa destination et sa surface de plancher, nécessite 15 aires de stationnement.

Aussi, comme suite à la cession de la villa, dans les conditions telles que prévues et la délivrance du permis de construire pour le projet en question, le Conseil Municipal a été invité à autoriser Mme le Maire à signer :

- la convention de concession à long terme pour une durée de 15 ans de 15 places de stationnement dans le parking de la villa Sion, ainsi que toutes pièces ou documents nécessaires à la concrétisation de cette opération.

ADOPTE

M. DUSSAUSSOIS-LARRALDE et Mme MARTINEAU S'ABSTIENNENT
Mme BRAO, M. MORIN, Mme MOTSCH, M. CARRERE VOTENT CONTRE

6 - Avenue des deux villes : Travaux de réaménagement – Convention de co-maîtrise d'ouvrage public avec la ville d'Anglet – Autorisation de signature

Sur rapport de M. LABORDE, des travaux portant sur l'Avenue des deux-villes sont envisagés. Ces travaux de réaménagement de l'Avenue porteront sur la voirie, les bordures, les espaces verts ainsi que sur la signalisation horizontale et verticale. Cette opération concerne les deux maîtres d'ouvrages que sont la Ville de Biarritz et la Ville d'Anglet.

Il paraît donc opportun, dans un souci d'homogénéité et d'impact sur l'espace public, de prévoir une intervention coordonnée avec une co maîtrise d'ouvrage s'agissant de l'ensemble des études et des travaux de réaménagement, conformément à l'article L.2422-12 du Code de la commande publique.

Un projet de convention constitutive a été élaboré de manière partenariale. Ce projet fixe l'objet, les missions et la gouvernance de suivi de l'opération, sachant que la Ville d'Anglet y est désignée comme maître d'ouvrage opérationnel.

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser Madame le Maire à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage à intervenir entre la Ville de Biarritz et la Ville d'Anglet pour un montant de travaux de 200 000 euros ttc.

ADOPTE

7 - Contrat d'affermage Biarritz Tourisme : Avenant n° 3 – Autorisation de signature

Sur rapport de M. TARDITS, par convention signée le 17 décembre 2015, la Ville de Biarritz a confié à l'E.P.I.C. BIARRITZ-TOURISME l'exploitation, la gestion, la commercialisation et la promotion – dans le cadre des activités prévues aux statuts de l'E.P.I.C.- des immeubles et équipements mobiliers et matériels de l'espace Bellevue, de la Gare du Midi, du Casino Municipal et de la Halle d'Iraty à destination de congrès, salons et événements.

La Ville souhaite aujourd'hui pérenniser l'organisation des conseils municipaux au Bellevue. Il convient donc de signer un avenant au contrat d'affermage conclu avec l'E.P.I.C. Biarritz Tourisme afin d'organiser cette mise à disposition.

Cet avenant permettra à la Ville de réserver à titre gratuit, la rotonde du Bellevue au maximum 12 fois par an. La Ville s'acquittera toutefois, pour chaque utilisation, d'un forfait couvrant les frais en eau, électricité et éventuellement de personnel dont le montant sera fixé ultérieurement entre les parties. Il est par ailleurs précisé qu'en principe la Ville fera appel à ses propres prestataires afin d'assurer l'organisation des réunions sur le plan technique.

Il a été proposé au Conseil Municipal d'autoriser la signature par M. TARDITS de l'avenant au contrat signé entre la Ville de Biarritz et Biarritz Tourisme.

ADOPTE

8 - Zone Natura 2000 FR7212002 : Décision d'animation de la zone « Rochers de Biarritz : le Bouccalot et la Roche ronde »

Sur rapport de M. KAYSER, le réseau Natura 2000 constitue le réseau des sites naturels les plus remarquables de l'Union Européenne, ayant pour objectif de contribuer à la préservation de la diversité biologique, en garantissant la conservation des habitats de la faune sauvage.

Sur le littoral basque et dans les profondeurs du golfe de Gascogne, quatre sites Natura 2000 « Mer et Littoral » sont composés de trois types d'espace - terrestres, estran et marins – couvrant une surface totale approximative de 10 000 ha, qui se trouve dans les eaux territoriales françaises, avec des fonds marins de 50 m de profondeur et une partie terrestre qui s'étend sur une longueur de 35 km concernant les huit communes du littoral basque, d'Anglet à Hendaye.

Ces quatre sites se juxtaposent : au large, un site marin nommé FR7200813 « Côte basque rocheuse et extension au large » se compose de deux parties sur le domaine maritime, qui sont dans le prolongement de deux sites littoraux, nommés FR7200775 « Domaine d'Abbadia et corniche basque » et FR7200776 « Falaises de Saint-Jean-de-Luz à Biarritz ». Ces trois sites ont été désignés Natura 2000 « Mer et Littoral » au titre de la Directive « Habitats, Faune, Flore » du 21 mai 1992 modifiée par la directive du 27 octobre 1997 relative à la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages.

Le quatrième site nommé FR7212002 « Rochers de Biarritz : Le Bouccalot et la Roche ronde » intercepte le site « Falaises de Saint-Jean-de-Luz à Biarritz » a été désigné Natura 2000 « Mer et Littoral » au titre de la Directive « Oiseaux » du 30 novembre 2009 relative à la conservation des oiseaux sauvages. Ce site relativement inaccessible offre des conditions d'accueil des oiseaux de mer propices à leur reproduction, leur repos ou leur alimentation. Différentes espèces d'oiseaux marins, dont certaines d'intérêt communautaire, exploitent également les eaux littorales du site.

La Communauté d'Agglomération Pays Basque a été désignée structure porteuse des quatre sites Natura 2000 « Mer et Littoral » et un comité de pilotage commun a été installé conjointement par le Préfet maritime et le Préfet de département, par arrêté n°212 069-008 du 12 mars 2012 et arrêté n°212/21 du 09 mars 2012.

La Communauté d'Agglomération Pays Basque est donc en charge de l'animation des sites.

Pour les sites marins, cette animation se fait en partenariat avec Le Comité Interdépartemental des Pêches Maritimes et des Élevages Marins des Pyrénées Atlantiques et des Landes (CIDPMEM 64-40).

Pour la Zone de Protection Spéciale « Rochers de Biarritz : Le Bouccalot et la Roche ronde », exclusive au littoral biarrot, la Ville de Biarritz a souhaité candidater auprès des Préfets maritimes et de département pour co-animer le site avec la CAPB. La ville pourra ainsi co-cœuvrer durablement, dans une action politique visant à concilier la sauvegarde des espèces et des habitats naturels avec le maintien des activités

humaines, à la faveur d'une réflexion locale animée par tous les acteurs concernés par la vie de ce site. Les Rochers de Biarritz offrent des conditions d'accueil propices à la reproduction et au repos des oiseaux marins. Leur préservation est un enjeu primordial et la Ville de Biarritz tient à en être un acteur de premier plan, notamment, au travers de la mise en œuvre des actions listées dans le document d'objectifs (DOCOB) NATURA 2000 « Mer et Littoral ». L'objectif de Biarritz est clairement de faire cohabiter une nature préservée avec des activités socio-économiques responsables.

Par courrier en date du 11 février 2020 et du 10 mars 2020, le Préfet maritime de l'Atlantique et le Préfet des Pyrénées Atlantiques ont fait part de leur accord pour que la ville de Biarritz exerce les responsabilités de co-animateur aux côtés de la CAPB sur ce site.

En conséquence, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir prendre acte de cette candidature.

ADOpte

9 - Convention Cadre Triennale 2020-2022 pour le suivi de la mise en œuvre du document d'objectifs Natura 2000 « Mer et Littoral » de la Côte Basque : Autorisation de signature

Sur rapport de M. KAYSER, une convention cadre d'animation 2020-2022 a été rédigée par la Communauté d'Agglomération Pays Basque, les services de l'Etat, l'Office Français de la Biodiversité (OFB), le Comité Interdépartemental des Pêches Maritimes et des Élevages Marins des Pyrénées Atlantiques et des Landes (CIDPMEM 64/40) et les services de la ville de Biarritz, pour définir les modalités d'animation des sites Natura 2000 précités, avec une liste d'engagements, de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) d'une part, et des co-animateurs d'autre part.

La convention a pour objectif de :

- Préciser les missions de chaque opérateur, ainsi désignés gestionnaires des aires marines protégées (AMP)
- Définir le calendrier et les modalités de suivi de la convention
- Préciser les engagements spécifiques de l'Office Français de la Biodiversité qui mobilise les moyens humains et matériels utiles à l'appui de la mise en œuvre des mesures du DOCOB et met à disposition les données publiques utiles à l'animation et à la gestion des sites.
- Et définir les dispositions financières

La ville de Biarritz s'est assurée que L'État soutient financièrement l'animation des sites Natura 2000 par la mobilisation de crédits relevant du Budget Opérationnel du Programme 113 « Paysages, eau et biodiversité » du Ministère en charge de l'environnement, et que l'animation et les actions sont cofinancées par les fonds européens (FEADER, FEAMP, Life), la Région, la DREAL (appels à projets, Contrats Natura 2000) et l'OFB.

En conséquence, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser Mme le Maire à signer la convention Cadre Triennale 2020-2022 pour le suivi de la mise en œuvre du document d'objectifs Natura 2000 « Mer et Littoral » de la Côte Basque.

ADOPTE

10 - Délégation de service public fourrière municipale : Rapport d'activité 2019

Sur rapport de Mme CASCINO, conformément à l'article L-1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport d'activités de l'exercice écoulé, produit par chaque délégataire de service public de la ville doit être inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

En conséquence, la SARL MENDES CROSA, délégataire du service public de la fourrière sur le territoire de la Ville de Biarritz a transmis à la Ville de Biarritz son rapport annuel concernant l'exercice clôturé en 2019.

Conformément à l'article L-1413-1 du C.G.C.T., ce rapport a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics locaux réunie le 27 octobre 2020, dont les principales données sont reproduites ci-après :

Le compte de résultat sur la Commune de Biarritz

A – Les recettes

Le total des produits comptabilisés pour l'année 2019 s'élève à 42 K€.

Il est composé de l'encaissement des recettes liées aux restitutions des véhicules aux propriétaires, aux ventes par le service des domaines et aux opérations préalables.

Ces produits sont en baisse en 2019 de -2.14% par rapport à 2018, mais demeurent toutefois supérieurs à ceux des exercices précédents, de +16.63% comparativement à 2017, +15.70% par rapport à 2016 et de +1.635% relativement à 2015.

En 2019, le chiffre d'affaires réalisé sur la fourrière de Biarritz représente 1.39% du total du chiffre d'affaires de l'entreprise, contre 1.65% en 2018, 1.39% en 2017, 1.79% en 2016 et 2.39% en 2015.

En 2019, 421 véhicules ont été mis en fourrière sur le territoire de Biarritz, ce qui représente une proportion de 20.67% du total des véhicules mis en fourrière par l'entreprise.

Cet indicateur est en baisse par rapport à l'exercice précédent, puisqu'il était de 22.35%, mais au-dessus de 2017 (16.02%) et de 2016 (16.52%).

Il était toutefois supérieur en 2015 (28.26%).

B – Les dépenses

Le montant du poste des fournitures et services extérieurs s'élève à 15 k€ en 2019, équivalent à 2018, contre 10 k€ en 2017 et 11 k€ en 2016.

Ce poste comprend des charges d'expertises, qui sont des frais directs, pour un montant de 3 k€ en 2019 (équivalent à 2018).

Ce poste intègre également des charges de structure pour une somme de 6 k€.

Celles-ci sont composées d'une part, des frais d'électricité, de vidéo surveillance, de téléphonie et du loyer de bureau, calculés par l'application d'une clé de répartition de 1.39% (part du chiffre d'affaires) et d'autre part, du loyer du parc de la fourrière, calculé sur la base de la clé de répartition de 20.67% (part du nombre de véhicules).

Le coût des assurances des véhicules est obtenu par l'application de la clé de 1.65% pour les véhicules de remorquage et le bâtiment des bureaux et de 20.67% pour les bâtiments du parc fourrière.

Le coût du carburant, calculé à partir du kilométrage parcouru estimé et du coût moyen du gasoil publié par l'INSEE, s'élève à 2 k€ pour 2019.

Les charges de personnel sont comptabilisées à hauteur de 22 k€, dont 8 k€ concernent la charge salariale des dépanneurs et 14 k€ celle des employés de bureau.

Le coût du personnel de dépannage est calculé à partir du nombre d'heures estimées pour chaque mise en fourrière, ce qui représente une part de 5.19% du coût total du personnel de dépannage de l'entreprise pour Biarritz.

S'agissant du calcul du coût des employés de bureau, l'entreprise a appliqué en 2019 une clé de 29% du coût total du personnel de bureau, considérant que cette répartition correspond à l'importance du travail administratif et d'accueil lié aux mises en fourrière de Biarritz.

Les dépenses salariales affectées à Biarritz connaissent une baisse en 2019, de -2 k€ (-10%) par rapport à 2018, mais une augmentation par rapport aux exercices antérieurs, de +2 k€ (+11.5%) par rapport à 2017, de +4 k€ (+24%) relativement à 2016 et +3k€ (+19%) comparativement à 2015.

Il en découle un excédent brut d'exploitation d'un montant de +5 k€ dégagé par l'activité fourrière de Biarritz, contre 3 k€ en 2018, 6 k€ en 2017, 8 k€ en 2016 et 10 k€ en 2015.

Après déduction des frais d'amortissement pour les véhicules d'un montant de 1 k€, le résultat d'exploitation obtenu s'élève à +4 k€ et correspond également, en l'absence de résultats financier et exceptionnel, au résultat net 2019 de la fourrière de Biarritz. Celui-ci s'élevait à +2 k€ en 2018 et +5 k€ pour chacun des 3 exercices antérieurs.

Enfin, le montant de la capacité d'autofinancement dégagée par cette activité est de +5 k€ pour 2019, contre +3 k€ en 2018, +6 k€ en 2017 et +8 k€ en 2016.

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir prendre acte de ce rapport.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

11 - Centre de Musiques Actuelles Atabal : Rapport d'activité 2019

Sur rapport de Mme VERGET, conformément à l'article 10 du contrat d'affermage du Centre de Musiques Actuelles, l'E.P.I.C. L'Atabal doit produire un rapport comportant notamment les comptes et bilans certifiés conformes de l'exercice, retraçant la totalité des opérations afférents à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Il a été présenté un rapport sur les activités de l'EPIC L'ATABAL pour l'exercice 2019.

Un exemplaire du bilan, du compte de résultat de l'exercice 2019, a été remis aux Conseillers Municipaux en même temps que la note de synthèse.

Le Conseil d'Administration de l'EPIC L'ATABAL est composé comme suit :

Conseillers Municipaux :

Mme PINATEL
Mme BIDEGAIN
M. MARTINEZ
Mme PINAUD BOSQUE
M. RODRIGUES REIS
Mme VERGET
M. DUSSAUSOIS-LARRALDE

Membres choisis parmi les personnes ayant compétences dans le domaine d'activité de la régie :

Mme JOUAN
Mme DOYHAMBOURE
M. BOUFFAUT
M. DENOYELLE

L'année 2019 est marquée pour l'Atabal et son équipe par l'officialisation de la labellisation Scène de Musiques Actuelles (SMAC). C'est à la fois une reconnaissance du travail de consolidation du projet mené depuis 2012 et le début d'une nouvelle phase basée sur les objectifs suivants :

- Renforcer le Projet Artistique et Diffusion : scène internationale, groupes nationaux en développement, musiques improvisées, scène locale et régionale d'expression Basque et Occitane, diffusion hors les murs sur le territoire, diffusion sur les événements de la ville de Biarritz ;

- Développer un périmètre d'expérimentation au sein de la ligne de diffusion : croisements entre différentes esthétiques musicales et d'autres disciplines, développement des co-constructions de projets avec les acteurs de nouvelle aquitaine et transfrontaliers ;

- Développer les activités de résidence de création, notamment autour de la jeune création en langue basque ou occitane ;

- Impulser de nouveaux projets de diffusion, d'ingénierie et d'expérimentations sur l'ensemble du territoire Pays Basque ;

- Coordonner le dialogue entre les écoles de musique pour la création d'un schéma concerté ;

- Développer et élargir les projets d'actions culturelles à destination des publics scolaires et empêchés ;

- Consolider la structure ressources humaines et élargir la gouvernance de la structure ;

- Investissement Matériel 2019-2021 : changement complet de tout le système de diffusion de la salle ;

- Poursuivre l'expérimentation de nouvelles actions en termes de responsabilité sociétale des organisations ;

L'activité de L'Atabal au cours de l'année 2019 se caractérise par les éléments statistiques suivants :

- 60 concerts, dont 16 concerts complets
- 1 "café concert",
- 21 500 entrées payantes,
- 7 événements hors les murs
- 3 sound system
- 1 salon du disque
- 2 soirées Rock Eskola
- 111 groupes et 17 artistes locaux programmés
- 265 élèves adhérents à la rock Eskola, 15 professeurs de musique, 10 disciplines enseignées, 2 soirées concert de tous les élèves sur la grande scène, stages autour des pratiques musicales pendant les vacances scolaires
- Accompagnement à la production et au développement d'artistes : répétitions dans les studios, résidences dans la salle, parcours de diffusion avec café-concert ou 1^{ère} partie grande salle. Les résidences d'artistes représentent 50 jours d'occupation de la grande salle, avec mise à disposition du personnel technique et du matériel
- Accompagnement des pratiques amateurs : 3 studios entièrement équipés ouvert du lundi au samedi, près de 150 formations ont bénéficié des studios, accompagnement des groupes en voie de professionnalisation en créant des passerelles entre les différents utilisateurs des studios ;
- Développement des activités d'éducation artistique, culturelle et de formation : 20 projets d'actions culturelles réalisés, 77 jours d'intervention ;
- Formation : actions de formation personnalisée à destination du grand public, entreprises ou associations partenaires sur le territoire, développement des partenariats avec les acteurs des filières techniques (rôle très actif avec le BTS audiovisuel), accueil tous les ans de 3 services civiques, d'élèves de 3^{ème} en stage d'observation
- 5 expositions de jeunes artistes contemporains

L'Atabal travaille tout au long de l'année avec une multitude d'acteurs de tout le territoire et notamment du département, sous diverses formes.

Il a été précisé également que les états financiers présentés ne comportent aucune modification, que ce soit au niveau de la présentation des comptes ou des méthodes d'évaluation, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

A. COMPTE DE RESULTAT

1. CHIFFRE D'AFFAIRES – PRODUITS D'EXPLOITATION

L'examen du compte de résultat pour l'exercice **2019** fait ressortir une progression importante de l'activité de l'établissement par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires réalisé s'est ainsi élevé à **898 777 €** contre **730 976 €** pour **2018**, soit une hausse de **+23%**.

Le chiffre d'affaires est composé de ventes de marchandises liées au bar et de services correspondant principalement à la billetterie et à d'autres recettes.

Les principaux produits d'exploitation se répartissent comme suit :

Billetterie :

- exercice 2018.....	416 896 €	}	soit une augmentation de +22.84%
- exercice 2019.....	512 111 €		

Recettes du bar :

- exercice 2018.....	156 289 €	}	soit une progression de +18.95%
- exercice 2019.....	185 902 €		

Les subventions d'exploitation s'élèvent à **587 175 € en 2019**, contre **529 304 € en 2018**, soit une progression de **+10.93%**.

Compte tenu des autres produits, l'ensemble des produits d'exploitation s'élève à **1 511 959 €** pour **2019**, contre **1 260 824 €** pour l'exercice précédent, soit une hausse de **+19.92%**.

2. CHARGES D'EXPLOITATION ET RESULTAT D'EXPLOITATION

Les principales charges d'exploitation s'analysent comme suit :

- les autres achats et charges externes passent de **589 323 €** en **2018** à **779 927 €** en **2019**, soit une augmentation de **+32%**. Cette évolution est essentiellement liée à la progression des dépenses d'achats de spectacles, de co-réalisation de concerts et autres frais liés aux concerts ;
- Les frais de personnel s'élèvent à **548 745 €**, contre **520 681 €** pour l'exercice précédent, soit une hausse de **+5%** ;

Après prise en compte des dotations aux amortissements sur immobilisations (**37 229 €**) et des autres charges (**54 133 €**), la balance de l'ensemble des charges et des produits d'exploitation de l'exercice se traduit par un résultat d'exploitation excédentaire de **22 983 €** contre **20 591 €** pour l'exercice précédent.

3. RESULTAT FINANCIER – RESULTAT EXCEPTIONNEL - RESULTAT DE L'EXERCICE

Après prise en compte du résultat financier négatif de **-1 527 €**, du résultat exceptionnel excédentaire de **30 627 €** et de l'impôt sur les bénéfices de **9 901 €**, le résultat net comptable de l'exercice **2019** se clôture par un excédent de **42 182 €**, contre **35 631 €** pour l'exercice précédent.

B. BILAN :

1. ACTIF

La valeur nette comptable des immobilisations s'établit à la somme de **291 791 €** en **2019** contre **108 278 €** en **2018** en hausse en raison de l'achat du nouveau système de diffusion son de la grande salle et du bar, ainsi que du renouvellement de l'équipement des studios.

Les créances d'exploitation et autres créances s'élèvent à **335 341 €** pour le dernier exercice clos, contre **87 955 €** pour l'exercice **2018**, progression liée principalement aux subventions d'équipement à recevoir à la fin 2019.

Le montant des disponibilités de trésorerie est de **196 690 €** au 31/12/2019, contre un solde net de **211 598 €** à la clôture de l'exercice précédent.

2. PASSIF

Le montant des capitaux propres passe de **241 157 €** au 31/12/2018 à **414 288 €** à la fin du dernier exercice clos, soit une progression de **173 131 €** liée au résultat net positif de 2019 combiné à l'augmentation des subventions d'investissement.

Ces dernières enregistrent en 2019 les aides obtenues pour l'achat du nouveau système son de la part de la Région, de la Ville de Biarritz et du Centre national de la musique. L'établissement poursuit ainsi dans sa dynamique d'amélioration financière, consolidant l'évolution favorable enclenchée en 2013.

Le montant des dettes financières s'élève à **162 567 €** au 31/12/2019, contre **10 880 €** à la clôture de l'exercice précédent, augmentation liée essentiellement à la souscription de nouveaux emprunts pour le financement du nouveau matériel son, des décalages d'encaissement des subventions d'équipement et de la récupération de la TVA.

Les dettes fournisseurs s'élèvent à **63 792 €** à la fin 2019 (63 684 € au 31/12/2018) et les dettes fiscales et sociales à **74 076 €** (72 297 € au 31/12/2018).

Les dettes diverses s'élèvent à **102 440 €** au 31/12/2019 (31 852 € au 31/12/2018), dont l'évolution est liée à celle des créances.

C. AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE

Le Conseil d'administration a décidé d'affecter le résultat positif de l'exercice 2019, soit **42 183 €**, en report à nouveau de l'exercice 2020.

D. PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES ACTIVITES DE L'ETABLISSEMENT POUR L'EXERCICE 2020

Comme tous les acteurs du secteur d'activité, l'Atabal subit fortement les conséquences de la crise sanitaire actuelle. Néanmoins, l'équipe essaye d'adapter son projet artistique autant que possible pour continuer à accompagner au maximum les acteurs et les pratiques sur le territoire.

Ayant reçu une réponse favorable à sa demande de dérogation ERP type R l'établissement a pu reprendre l'accueil en studios de répétition et l'école de musique. Cette reprise se fait dans le respect des mesures sanitaires (jauge réduite, réduction du temps de pratique pour répondre au besoin de nettoyage et aération, ménage

quotidien renforcé, mise à disposition de gel et masque...) ce qui a nécessairement un impact sur le budget.

Un Prêt Garanti par l'Etat (PGE) a été souscrit pour soutenir la trésorerie.

L'équipe a été placée en activité partielle de mars à aout.

De plus, étant donné les faibles possibilités de reprise de l'activité, une partie de l'équipe devra très probablement être à nouveau placée dans ce dispositif d'ici la fin de l'année.

Du point de vue financier, à la date du 30 juin 2020, les comptes de l'Atabal font ressortir un chiffre d'affaires réalisé de **157 K€**, en baisse de **-239 k€** ou -60% par rapport à 2018 à la même date.

Cette diminution affecte l'ensemble des recettes, dont les principales constituées de la billetterie et les abonnements (-121 k€ ou -59%) et le bar (-63 k€ ou -72%).

Après prise en compte des produits des subventions d'exploitation, l'ensemble des produits d'exploitation s'élève à **400 k€** à la fin du 1^{er} semestre 2020, contre **661 k€** au 30 juin 2018, soit une diminution de **- 260 k€** ou -39%.

Parallèlement, les charges d'exploitation sont également en baisse de **-275 k€** ou -42% et s'élèvent à **380 k€** au 30 juin 2020.

Après prise en compte du résultat financier et du résultat exceptionnel, le résultat net comptable intermédiaire à la date du 30 juin 2020 s'élève à un excédent de **50 k€** (20 k€ au 30 juin 2019).

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

12 - Délégation de service public des sous-traités de Plage : Rapport d'activité 2019

Sur rapport de Mme CASCINO, l'Etat et la Ville de Biarritz ont signé le 3 décembre 2008 une convention de concession de plage portant sur les plages de la Milady, de Marbella, de la Côte des Basques, du Port Vieux, de la Grande Plage - Miramar – Bernain.

L'article R 2124-31 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques prévoit, dans l'hypothèse où la commune décide de sous-traiter une partie des activités de service public exercées sur la plage, l'obligation de recourir, pour la désignation du sous-traitant, à la procédure de délégation de service public.

La Ville a ainsi utilisé cette procédure pour accorder des sous-traités de plage aux exploitants suivants :

- Autorisation d'exercice d'une école de surf : 18 sous-traités ont été signés avec 18 écoles de surf différentes, portant sur les plages de la Côte des Basques, Milady, Grande Plage et Miramar,
- Autorisation d'exercice d'une école de natation - Plage du Port Vieux : M. Jean-Marie LAULHE,

- Exploitation d'une activité de location de matériel de plage et d'un club de plage sur la Grande Plage de Biarritz : Mme Nelly Dellamaria.

Les sous-traités signés avec les exploitants prévoient l'obligation pour eux de remettre à la Ville chaque année un rapport d'activités conformément aux dispositions de l'article L 1411-3 du C.G.C.T.

Ces rapports d'activité 2019 sont synthétisés dans les documents qui ont été joints à la note de synthèse.

Les données chiffrées principales de l'année 2019 sont les suivantes :

Location de matériel de plage et Club de Plage :

- Exploitation du 1^{er} juillet au 21 août
- Environ 500 enfants accueillis de 3 à 12 ans
- CA 2019 :
 - Location de matériel de plage : 24 K € (33,5K € en 2018)
 - Club de plage : 10 K€ (14 K € en 2018)

Ecole de natation :

- Exploitation du 1^{er} juillet au 30 août
- 380 clients entre 4 et 12 ans
- Chiffre d'affaire 2019 : 9,5 K € (12K € en 2018)

Ecoles de surf :

- DSP applicable du 1^{er} avril au 15 novembre
- Environ 14 383 élèves dont 75% en juillet-août
- Chiffres d'affaires global en hausse : 1 439 348,37 K € (1 399 K € en 2018))
- Les écoles ont généralisé leur présence en ligne (réservation en ligne, création de sites dédiés, suivis de la clientèle sur les réseaux sociaux)
- 4 écoles labellisées handisurf
- 7 écoles adhèrent au Contrat de Destination 'Surf Biarritz Pays Basque'
- Toutes les écoles ont mis en place une démarche environnementale (sensibilisation des élèves à l'éco-citoyenneté, recyclage, utilisation de produits respectueux de l'environnement...)

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir prendre acte de ces rapports d'activité.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

13 - Délégation de service public du Petit Train : Rapport d'activité 2019

Sur rapport de Mme CASCINO, conformément à l'article L-1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport d'activités de l'exercice écoulé, produit par chaque délégataire de service public de la ville doit être inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

En conséquence, la SARL TXU TXU délégataire du service public pour l'exploitation du Petit Train de Biarritz, nous a transmis son rapport annuel concernant l'exercice du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019.

Il convient de rappeler que, par délibération du 13 décembre 2013, le conseil municipal a approuvé le choix de la SARL TXU TXU au titre du renouvellement de cette délégation de service public pour une durée de 8 ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

Conformément à l'article L-1413-1 du C.G.C.T., ce rapport a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics locaux réunie le 27 octobre 2020 et dont les données principales sont reproduites ci-après :

Le compte de résultat

A - Recettes

Le chiffre d'affaires enregistré par la SARL TXU TXU s'élève à 221 K€ en 2019, en baisse de -18% par rapport à 2018 et de -22% comparativement à 2017.

Les tarifs adultes modifiés en 2018 sont inchangés en 2019 et se déclinent comme suit :

	Enfants (3 à 12 ans)	Adultes
Circuit A - 30 minutes	4,00 €	6,50 €
Circuit B (groupes) - 45 minutes	4,50 €	7,50 €
Gratuit pour les enfants de moins de 3 ans		

L'activité du Petit Train de Biarritz est ouverte du 1^{er} avril au 31 octobre, ainsi que pendant les vacances scolaires, selon les horaires suivants :

- Mois d'avril à juin, de septembre à octobre et vacances scolaires : 10h à 19h
- Juillet et août : 10h à 22h
- Les départs de groupes pouvant commencer à 8h30/9h

Deux départs sont proposés : le Casino ou le Rocher de la Vierge

En 2019, la fréquentation des groupes pour le circuit B est évaluée à environ 4 000 personnes tandis que le circuit A n'a pas fait l'objet de chiffrage.

Des demandes particulières de privatisation du train tout en restant sur Biarritz ont également cours pour des mariages, baptêmes par exemple.

Bien que le lieu de résidence des clients ne soit pas répertorié, l'exploitant constate une répartition de 80% de touristes français et 20% étrangers (principalement espagnols).

Le Petit Train de Biarritz a participé à la « journée des enfants » organisée par la ville de Biarritz.

Les actions de communication et de marketing se traduisent par :

- la page facebook du Petit Train,

- le site internet du Petit Train informant des tarifs, dates et horaires d'ouverture, plan des circuits ainsi que de l'accès à un formulaire pour l'inscription au groupe
- le plan de la Ville de Biarritz de l'office de tourisme

B – Les dépenses

Parallèlement, les charges connaissent également une diminution, de -18 k€ (-8%) entre 2018 et 2019.

Celles du personnel s'élèvent à 54 K€ en 2019 (soit -7k€ ou -12% par rapport à 2018), les achats et charges externes à 71 K€ en 2019 (soit -16% comparé à 2018), les impôts et taxes à 3 k€ (soit -18% par rapport à 2018), les autres charges courantes à 48 k€ (+2 k€ ou +5% par rapport à 2018), les dotations aux amortissements et provisions à 35 K€ (contre 29 k€ en 2018, soit + 19%).

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 35 k€ en 2019, contre 29 k€ en 2018 (soit +6k€ ou +19%), et concernent la nouvelle locomotive acquise au cours de l'année 2013 (amortie sur 8 ans), la rénovation des wagons réalisée en 2016 (amortie sur

5 ans) et des acquisitions de matériel de transport réalisées en 2018 et 2019.

Suite à divers problèmes mécaniques rencontrés courant 2019 sur la locomotive actuellement utilisée, l'exploitant envisage d'acquérir une nouvelle locomotive neuve.

La redevance versée par la Sarl Txu Txu à la Ville de Biarritz pour l'année 2018 s'est élevée à 47 k€, en légère augmentation par rapport à 2018, du fait de l'actualisation contractuelle.

L'impôt sur les bénéfices connaît une baisse, passant de 6k€ en 2018 à 2 k€ en 2019.

Les charges financières s'élèvent à 3 k€ (-1 k€ par rapport à 2018) et les charges exceptionnelles sont nulles (à l'instar de 2017)

Au final, l'exercice 2019 se solde par un **résultat bénéficiaire de 9 K€** contre 35 K€ en 2018 (soit -26 k€) et 39 k€ en 2017 (soit -30 k€).

Le bilan

A - Le cycle d'investissement

Les fonds propres de la société s'élèvent à 38 K€ au 31/12/2019 comparé à 64 K€ à la clôture de l'exercice précédent (soit une diminution de -26 k€).

Les dettes financières s'élèvent à 31 k€ à la clôture de l'exercice 2019, contre 53 k€ en 2018, conséquence du remboursement de la dette.

La valeur nette des immobilisations inscrites à l'actif du bilan est de 78 k€ au 31/12/2019 par rapport à 94 k€ à la clôture de l'exercice précédent.

Il en résulte un fonds de roulement d'investissement négatif de -9 K€ en 2019, en diminution de - 32 k€ comparativement à 2018 qui comptabilisait 23 K€.

B - Le cycle d'exploitation et la trésorerie

La supériorité des dettes à payer (27 k€) sur les créances à recouvrer (21 k€) amène à un besoin en fonds de roulement négatif (soit un excédent) de -6 K€ en 2019, contre un besoin de 24 k€ en 2018.

Il en résulte une trésorerie nette négative de -3 k€ au 31/12/2019, l'entreprise ayant des disponibilités de 4 k€ et un découvert bancaire de 7 k€ à la clôture de 2019. Pour mémoire, le solde de la trésorerie nette était de -1 k€ au 31/12/2018.

Conformément à l'article L-1413-1 du C.G.C.T., ce rapport a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics locaux, réunie le 27/10/2020.

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir prendre acte de ce rapport qui été joint à la présente note de synthèse.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

14 - Stationnement payant : Rapport d'activité 2019

Sur rapport de M. CHAZOILLERES, conformément à l'article L-1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport d'activités, produit chaque année par le titulaire d'une délégation de service public, doit être inscrit à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'assemblée délibérante, qui en prend acte.

En application de ces dispositions, Monsieur le Directeur Régional de la société S.A.P. Indigo, délégataire du service public du stationnement payant à Biarritz, a communiqué les deux rapports d'activités pour l'exercice 2019, l'un concernant les parcs Casino, Clémenceau, Sainte Eugénie, Grande Plage, Gare du Midi conformément au contrat de DSP du 29 septembre 1993, l'autre concernant les parcs Médiathèque et Bellevue conformément au contrat DSP du 7 août 2001.

Conformément à l'article L-1413-1 du C.G.C.T., ces rapports ont été examinés par la Commission Consultative des Services Publics locaux réunie le 27 octobre 2020, dont les principales données sont décrites ci-après pour chacun des contrats.

CONTRAT DE DSP DU 29/09/1993

Parcs ouvrages Clémenceau, Casino, Ste Eugénie, Gare du midi et Grande Plage

Nombre total de place tous parcs : 1 588 places

1. Clémenceau : 489 places
2. Casino : 348 places
3. Ste Eugénie : 306 places
4. Gare du midi : 305 places
5. Grande plage : 140 places

Compte de résultat

Le montant des produits d'exploitation de 3 515 K€ enregistré par la société INDIGO est en hausse par rapport à 2018 (de 1%), en raison de la hausse de la recette des horaires parcs (+20 k€ ou +0.7%) et des abonnés parcs (+17 k€ ou + 2.6%).

Parallèlement, le total des charges d'exploitation s'élève à 1 517 k€ en 2019, contre un montant de 1 523 k€ en 2018, soit une diminution de -6 k€ ou -0.4%.

L'effectif total est composé d'un responsable de site principal, assisté de 11 collaborateurs renforcés de 10 saisonniers en juillet et août, sous la supervision du directeur de secteur et du directeur régional.

Le résultat courant avant impôt de 1 416 K€ en 2019, en hausse de 1.3% par rapport à 2018.

CONTRAT DE DSP DU 07/08/2001 **Parcs ouvrages Médiathèque et Bellevue**

Nombre total de place tous parcs : 550 places

1. Médiathèque : 251 places
2. Bellevue : 299 places

Compte de résultat

Le montant des produits d'exploitation connaît une hausse en 2019 (+48k€ ou +4.8%), enregistrant le montant de 1 052 k€, hausse due principalement à la progression des recettes horaires des deux parcs du Bellevue (+36k€ ou +8.1%) et de la Médiathèque (+10k€ ou +14.7%).

Les charges d'exploitation sont également en augmentation, de +53 k€ +19.4% en 2019.

Le résultat courant avant impôt est excédentaire de +60 K€ en 2019 (contre 50k€ en 2018).

En conséquence, il a été demandé au Conseil Municipal de prendre acte de la communication des deux rapports d'activité 2019 pour les contrats de délégations de service public du stationnement payant sur Biarritz du 29 septembre 1993 et du 7 août 2001.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

15 - Casino Municipal : Rapport d'activité 2019

Sur rapport de M. CHAZOILLERES, conformément à l'article L-1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rapport d'activités de l'exercice écoulé, produit par chaque délégataire de service public de la ville doit être inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

En conséquence, la Société d'Expansion Touristique de Biarritz, délégataire du service public pour l'exploitation des jeux du Casino Municipal, a transmis son rapport annuel concernant l'exercice allant du **1^{er} novembre 2018** au **31 octobre 2019**.

Conformément à l'article L-1413-1 du C.G.C.T., ce rapport a été examiné par la Commission Consultative des Services Publics locaux, réunie le 27 octobre 2020.

Les principaux éléments relatifs à l'activité de l'exercice **2018 / 2019** sont les suivants :

1°) Données financières

• Compte de résultat

Le chiffre d'affaires s'élève à 10 739 k€ pour 2019, augmentant légèrement de +0.2% par rapport à 2018. En 2019, les produits d'exploitation sont d'un montant de 11 280 k€, contre 11 244 k€ pour l'exercice précédent, soit une hausse de +0.3%.

Les charges d'exploitation sont de **10 566 k€**, en augmentation de **+0.7%** par rapport à **2018**. Les charges de personnel progressent de **+2.7%** par rapport à **2018**, l'effectif moyen de l'établissement étant de **101** agents sur l'exercice **2019** (103 agents en 2018).

Le résultat d'exploitation est excédentaire de **714 k€** en **2019**, contre **748 k€** pour l'exercice précédent (**-4,6%**).

Après prise en compte du résultat financier (**-47 k€**), du résultat exceptionnel (**-1 k€**), de la participation des salariés aux résultats (**99 k€**) et de l'impôt sur les bénéfices (**161 k€**), le résultat net s'élève à **406 k€** pour l'exercice clôturé en **2019** (**565 k€** en **2018**).

• Bilan

Les fonds propres s'élèvent à **743 k€** au **31 octobre 2019**, contre **945k€** à la clôture de l'exercice précédent.

Les dettes sont constituées uniquement de dettes à court terme, s'élevant à **6 385 k€** au **31 octobre 2019**, contre **6 632 k€** à la clôture de l'exercice précédent.

Les disponibilités s'élèvent à **494 k€** à la clôture du dernier exercice, contre **453 k€** pour l'exercice antérieur.

2°) Données sur la qualité du service

La qualité du service correspond au strict respect du cahier des charges et de la réglementation des jeux.

Des données physiques sur le volume d'activités ont permis d'apprécier et de mesurer la qualité des services proposés :

- Le nombre d'entrées dans le casino atteint **279 294** en baisse de **-2.5%** par rapport à l'exercice antérieur
- Le nombre de couverts enregistrés est de **73 291** soit **+0,84%** par rapport à **2017 / 2018**

Dans le cadre des mesures pour une meilleure satisfaction des usagers, un dispositif qualité très complet a été mis en place. La qualité de l'accueil, les informations et le suivi des usagers constituent une priorité, les affichages obligatoires sont respectés. Le programme de fidélité « Carré VIP », en place depuis décembre 2017, permet de récompenser les clients tout au long de l'année.

Dans le domaine du jeu responsable, de par son expérience, le Groupe Barrière est devenu un référent majeur auprès des institutions publiques, participant régulièrement à des colloques. La gouvernance est organisée au travers d'un réseau d'experts au niveau national et local. Le Groupe s'engage à communiquer auprès des clients des Casinos sur le jeu responsable afin de leur faire découvrir le programme et de les sensibiliser aux actions menées.

Le dispositif de limitation volontaire d'accès (L.V.A.) permettant aux clients de mieux maîtriser leur niveau de fréquentation dans l'établissement a donné lieu à la signature de 23 contrats en 2018/2019.

Conformément à la réglementation en vigueur, une formation dédiée au jeu responsable a été assurée auprès des collaborateurs, qui s'est traduite par 4 sessions ayant permis de former 7 collaborateurs et 6 autres ayant suivi un recyclage.

Dans le cadre des liens avec les structures de soin, une convention de partenariat a été signée en août 2016 avec les services du CSAPA BIZIA de Bayonne.

Afin de répondre aux obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, le Casino a organisé son dispositif par la substitution du manuel de procédures internes existant par un protocole interne comprenant un système d'évaluation et de gestion des risques ainsi qu'un dispositif de contrôle interne adapté.

En conformité à la loi SAPIN II, le Groupe Barrière a actualisé son dispositif anticorruption.

Au titre de la sécurité et de la sûreté, le service de la restauration bénéficie d'un guide interne formalisant les pratiques d'hygiène, des contrôles propres aux établissements recevant du public (ERP) sont effectués par des organismes de contrôle agréés ainsi que des commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité.

L'ensemble des établissements du Groupe est sécurisé grâce au système de vidéosurveillance, avec principalement l'installation systématique de caméras à chaque accès. En application du décret du 18 décembre 2000 sur la sécurité des convoyeurs de fonds, de nouvelles procédures et les équipements nécessaires ont été mis en place permettant également d'assurer une plus grande sécurité du personnel et du public.

3°) Données techniques

Une programmation de qualité a été mise en place avec des événements et animations artistiques à savoir :

- Concert BB Brunes le 11 novembre 2018
- Ballet-Spectacle MISATANGO le 2 février 2019
- Concert KIMBEROSE le 20 avril 2019
- 6 dîners « Cabaret » produits par ANNA SMILE & Cie

Un concours financier est apporté aux manifestations organisées par la ville de Biarritz à savoir le Festival international des programmes audiovisuels de Biarritz, le Festival de Danse « le Temps d'Aimer », le Festival International des Cinémas et Cultures d'Amérique Latine, le Festival de littérature et de théâtre « Initiation aux voyages », le festival « Biarritz en été ».

D'autres actions artistiques et culturelles ont été programmées au casino :

- Concerts gratuits en partenariat avec des radios nationales en décembre 2018 et juin 2019 : Virgin Radio et RFM
- Soirée du 31 décembre 2018 avec Orchestre et DJ
- Dîners Spectacle type TRIBUTE en janvier et mai 2019
- Spectacle d'Hypnose en mars 2019.

Le casino Barrière apporte son soutien financier à différentes manifestations organisées par Biarritz Evénements.

Le casino participe également en termes d'opérations de relations publiques avec ses clients et de visibilité auprès de la Société des Courses au Trot de Biarritz, du Biarritz Athlétic Club et du Club Hormadi.

D'autres contributions au développement touristique de la part de la SETB se sont traduites par l'organisation d'un tournoi de jeu pendant 3 mois pour toutes tranches d'âge dans le casino, le partenariat avec Biarritz Evénement dans l'illumination des façades du casino lors des fêtes de fin d'année et la contribution à la soirée du Lâché de lanternes, l'organisation de l'arrivée d'une opération solidaire en juin 2019, la mise à disposition du salon Diane pour des associations, des opérations commerciales et événements thématiques.

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir prendre acte de ce rapport d'activité.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

16 - Décision modificative de crédits n° 2

Sur rapport de M. CHAZOILLERES, la décision modificative de crédits se présente comme suit :

I. BUDGET PRINCIPAL (D.M.C. N°2)

EN INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à la somme de **1 210 996.00 €** détaillée ci-après :

En dépenses

- Au chapitre 21 « acquisitions corporelles » (virement de crédits) : 40 464,00€
- Au chapitre 20 « immobilisations incorporelles » (virement de crédits) : 40 464,00€
- Au chapitre 041 « Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement » pour les frais de portage des fonciers de Marne Europe / Loustau : 1 210 996,00€

En recettes

- Au chapitre 041 « Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement » pour les frais de portage des fonciers de Marne Europe / Loustau : 1 210 996,00€

II. BUDGET ANNEXE SPIC TVA (D.M.C. N°2)
EN INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à la somme de **7 000.00 €** détaillée ci-après :

En dépenses

- Au chapitre 16 « emprunts et dettes » (ajustement de l'annuité) 7 000.00€

En recettes

- Au chapitre 021 « virement prévisionnel » 7 000.00€

EN FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **-87.08€** correspondant à des virements et des corrections techniques et aux inscriptions en dépense et recette détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépenses

- Chapitre 66 « charges financières » 9 000.00€
- Chapitre 011 « charges à caractère général » -16 000.00€
- Au chapitre 023 « virement prévisionnel » 7 000.00€
- Chapitre 022 « Dépenses imprévues » : -87.08€

En recettes

- Chapitre 002 « résultat de fonctionnement reporté » : -87.08€

III. BUDGET ANNEXE ZAC KLEBER (D.M.C. N°1)
EN INVESTISSEMENT

La section d'investissement s'équilibre à la somme de **113 000€** correspondant principalement aux inscriptions en dépenses détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépense

- Chapitre 042 « Variations de stocks de terrains aménagés » : **113 000,00€**

En recette

- Chapitre 16 « Emprunt relais » : **113 000,00€**

EN FONCTIONNEMENT

La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **113 000€** correspondant aux inscriptions en dépenses détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépense

- Chapitre 011 « travaux de dépollution » : **113 000,00€**

En recette

- Chapitre 042 « Variations de stocks de terrains aménagés » : **113 000,00€**

En conséquence, après avoir donné lecture du rapport détaillé de présentation de cette décision modificative de crédits, il sera proposé au Conseil Municipal de bien vouloir adopter celle-ci dans les conditions prévues à l'article L 2312-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui stipule que les crédits seront votés par chapitre, et si le Conseil Municipal en décide ainsi, par article.

Il a donc été proposé au Conseil Municipal de voter cette décision modificative de crédits chapitre par chapitre :

Budget principal

Investissement

Dépenses		proposition	vote
20	Immobilisations incorporelles	40 464,00	40 464,00
21	Immobilisations corporelles	-40 464,00	-40 464,00
041	Opérations d'ordre	1 210 996,00	1 210 996,00
TOTAL		1 210 996,00	1 210 996,00

Recettes		proposition	vote
041	Opérations d'ordre	1 210 996,00	1 210 996,00
TOTAL		1 210 996,00	1 210 996,00

Budget annexe SPIC TVA

Investissement

Dépenses		proposition	vote
16	Emprunts et dettes	7 000.00	7 000.00
TOTAL		7 000.00	7 000.00

Recettes		proposition	vote
023	Virement prévisionnel	7 000.00	7 000.00
TOTAL		7 000.00	7 000.00

Fonctionnement

Dépenses		proposition	vote
011	Charges à caractère général	-16 000.00	-16 000.00
66	Charges financières	9 000.00	9 000.00
023	Virement prévisionnel	7 000.00	7 000.00
022	Dépenses imprévues	-87.08	-87.08
TOTAL		-87.08	-87.08

Recettes		proposition	vote
002	Résultat de fonctionnement reporté	-87.08	-87.08
TOTAL		-87.08	-87.08

Budget annexe ZAC KLEBER

Fonctionnement

Dépenses		proposition	vote
011	Charges à caractère général	113 000,00	113 000,00
TOTAL		113 000,00	113 000,00

Recettes		proposition	vote
042	Opérations d'ordre de section à section	113 000,00	113 000,00
TOTAL		113 000,00	113 000,00

Investissement

Dépenses		proposition	vote
040	Opérations d'ordre de section à section	113 000,00	113 000,00
TOTAL		113 000,00	113 000,00

Recettes		proposition	vote
16	Emprunt	113 000,00	113 000,00
TOTAL		113 000,00	113 000,00

ADOPTÉ**17 - Programme ELENA Banque Européenne d'Investissement : Convention-type de partenariat pour les projets énergétiques locaux : décision de signature**

Sur rapport de M. LABORDE, le Programme Elena (European Local Energy Assistance) est une initiative conjointe de la Banque Européenne d'Investissement et de la Commission Européenne qui, dans le cadre du Programme « Horizon 2020 », alloue des subventions pour de l'assistance technique axée sur la mise en œuvre de mesures d'efficacité énergétique, l'appui à la production décentralisée à partir de sources d'énergies renouvelables (EnR) et le soutien à des projets afférents aux transports urbains.

Ce dispositif de subventions intervient en amont de la réalisation des investissements (ex : travaux de rénovation énergétique) qui peuvent à leur tour être accompagnés par la BEI au travers cette fois-ci de financements attractifs et à maturité longue (au travers de prêts notamment).

Ainsi, le programme ELENA pourrait soutenir techniquement et financièrement la mise en œuvre de certaines actions de la feuille de route de la Communauté d'Agglomération orientée vers la réduction de sa dépendance aux énergies fossiles, l'amélioration du confort des agents et des utilisateurs des bâtiments publics, et le développement de projets de production d'EnR (chaleur et électricité verte) sur le patrimoine de la collectivité et des communes membres partenaires du programme.

Le programme ELENA est structuré en 3 axes que sont :

- la sobriété et l'efficacité énergétiques
- les énergies renouvelables
- et l'ingénierie financière

Concernant les modalités financières, la Communauté d'Agglomération prendra à sa charge tous les frais d'études et d'animation liés à l'exécution du programme ELENA.

La signature et le démarrage du programme sont prévus au 1^{er} trimestre 2021.

Le projet de convention qu'il est proposé d'adopter a pour objet de définir les modalités de réalisation du programme. La Communauté d'Agglomération assurera la maîtrise d'ouvrage de toutes les études et l'animation du programme pour celui de son propre compte et de ses partenaires.

La Ville de Biarritz fournira pour cela tous les éléments techniques nécessaires à la bonne exécution des études de type plans de bâtiments, factures d'énergie..., et à l'animation du programme et sera associée au bon déroulement et au suivi des études portant sur son patrimoine.

La Communauté d'Agglomération ayant délibéré sur ces principes le 22 septembre 2020, et, vu la délibération du Conseil Communautaire du 31 juillet 2020 portant délégation au Conseil permanent de certaines attributions, notamment pour « conclure les contrats, conventions, et chartes de partenariat avec divers organismes », il sera demandé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser le maire à signer cette convention.

ADOpte

18 - Subventions complémentaires : Décision d'attribution

Sur rapport de M. CHAZOUILERES, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir décider l'attribution des subventions de fonctionnement détaillées ci-après :

Article	Fonction	ORGANISMES BENEFICIAIRES	Proposition	Vote
65742	33	Festival d'orgues Biarritz en Chamades	4 000,00	4 000,00
65741	33	Subvention de fonctionnement exceptionnelle au Centre Chorégraphique National Ballets de Biarritz	60 000.00	60 000.00

ADOpte

19 – Commission Communale d'Accessibilité : Rapport d'activité 2019

Sur rapport de Mme SUDAROVICH, cette année 2019 a été marquée par les nouvelles obligations liées à l'Accessibilité Numérique. La Ville a nommé 2 référents pour les prendre en compte : Bertrand Sauvagnac, le Web Master de la Ville et Franck Druenes, déjà référents sur l'accessibilité des bâtiments et l'espace public. Ils ont bénéficié de 2 formations dans le cadre du réseau des techniciens du CCA-CIA (Commission Communale d'Accessibilité-Commission Intercommunale d'Accessibilité) gérées par l'agglomération et aussitôt mis en œuvre les modifications nécessaires pour mettre en conformité le récent site internet principal de la Ville. Aussi, le programme pluriannuel de mise en accessibilité 2020 sera rapidement proposé et mis en ligne. La conformité nécessite un travail continu d'amélioration de ce site « numérique » ainsi que des autres sites de la ville.

La mise en accessibilité de documents est un enjeu majeur d'accessibilité numérique.

Pour la Direction Espaces Publics : le PAVE (Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces Publics), validée par le Conseil Municipal de 2017 a été mis en œuvre en 2019 avec principalement l'exécution des travaux de voiries majeurs tels que l'aménagement de l'entrée Nord de la cité « Avenue de l'Impératrice » et les divers aménagements complets de voies liés au TramBus. Dans ce cadre, les membres de la CCA ont demandé certains aménagements sur le square Ixelles lors de la réunion du 16 octobre 2019.

Pour les bâtiments ERP (Etablissement Recevant du Public) : l'Ad'AP (Agenda d'Accessibilité Programmée) de la Ville a été autorisé par le Conseil Municipal le 23 juillet 2015 et approuvé par le Préfet le 15 janvier 2016. Pour rappel, un point de situation fait état des avancées des travaux de mise en accessibilité des bâtiments par rapport au planning initial. Un point de situation à mi-période envoyé au Préfet mi 2020 sera présenté lors de la prochaine CCA.

Dans le périmètre « Bâtiment », cette année 2019 a vu la prise en compte de la mise en accessibilité de 16 bâtiments. La station Uvale, les bâtiments du Cimetière RANQUINE, le Boulodrome des Fleurs, la Salle ERRECARTE ont été mis en conformité. Les travaux extérieurs à l'EFS (Etablissement Français du Sang) et au Fronton Alsace étaient en cours en fin d'année. Les études ont été lancées pour le local associatif de PIOCHE, l'école PYRENEES et Paul BERT, la Maison Balavoine et les locaux du Port Vieux, le CASINO MUNICIPAL et sa piscine. L'Espace BELLEVUE, le Golf du Phare, la Villa MARIA PIA et l'Ecole DURUY ont été incorporés à chacun des projets de réhabilitation ou d'extension.

Le Registre Public d'Accessibilité (RPA), obligation depuis 2017 pour les ERP, similaire au Registre de Sécurité, a été mis à disposition du public au niveau de chaque accueil de nos établissements et mis à disposition de l'ensemble des exploitants des bâtiments appartenant à la Ville dès 2017. Au fur et à mesure de leur mise à jour, ils sont modifiés pour en faire des documents accessibles et les mettre sur le site SIG (Système d'Information Géolocalisées) pour pouvoir les mettre à disposition du public sous forme dématérialisée.

La collaboration mise en place depuis 2016 entre les services de la Ville et les représentants des associations de la Commission Communale d'Accessibilité sur leurs demandes ponctuelles continue efficacement.

Il a été demandé au Conseil Municipal, de bien vouloir prendre acte de ce rapport annuel d'activité.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

20 - Application des articles L 2122-22 et L 2122-23 du C.G.C.T.

Sur rapport de Mme CASCINO, il a été rendu compte au Conseil Municipal de :

➤ **Signature de marchés publics :**

- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant le remplacement de la barrière de contrôle d'accès Monhaut, avec la Société KONE, pour un montant de 32 605,80 € T.T.C.
- Signature d'un accord cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant les études réglementaires et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage en études environnementales, avec :
 - Lot n° 1 (Etudes réglementaires au titre du Code de l'Environnement) : Société IDE ENVIRONNEMENT, pour un montant maximum de 65 000,00 € H.T.
 - Lot n° 2 (Etudes réglementaires au titre du Code de l'Urbanisme) : Société B.R. URBANISME, pour un montant maximum de 45 000,00 € H.T.
 - Lot n° 3 (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les études environnementales) : Société LESENZ VIZEA, pour un montant maximum de 35 000,00 € H.T.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant une mission d'assistance architecturale auprès de la Ville de Biarritz, avec M. René COLONEL, Architecte Urbaniste Consultant, pour un montant annuel de 23 760,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché en application de l'article L.2512-5-7°-b. du Code de la commande publique, concernant l'intervention d'une durée d'environ un mois de l'Association de Protection Civile des Pyrénées-Atlantiques dans le cadre des mesures générales prises pour faire face à l'épidémie de COVID-19 et de l'état d'urgence sanitaire, pour un montant estimatif de 5 000 € T.T.C.

➤ Signature d'avenants aux marchés publics :

- Signature d'un avenant n° 4 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 5 : Plâtrerie), avec la Société CANGRAND, pour un montant en moins-value de - 1200,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 4 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 6 : Menuiserie bois), avec la Société GARAT, pour un montant de 768,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 3 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 7 : Plomberie - Sanitaire - CVC), avec la Société BOBION ET JOANIN, pour un montant de 1 197,43 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II à l'Aquarium de Biarritz (Lot n° 10 : Peinture), avec la Société PAU PEINTURE, pour un montant de 720,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 4 au marché de travaux de création de la Brasserie Olatua II du Musée de la Mer, avec la Société LABRUQUERE (Lot n° 15 : Equipement de cuisine), pour un montant en moins-value de - 417,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre pour la rénovation du plan lumière du littoral, avec le Groupement WONDERFULIGHT / QUARTIERS LUMIERES / EGIS, ayant pour objet la modification du groupement : EGIS s'est retiré du groupement et a été remplacé par le BET IMS.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché de travaux de sécurisation des écoles maternelles (Lot n° 1 : Métallerie - Serrurerie), avec la Société ARMAR, pour un montant de 2 590,80 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 1 au marché d'entretien et maintenance des portes, portails, barrières automatiques des bâtiments communaux et des bornes arrêt minute (Lot n° 3 : CCAS de Biarritz), avec la Société KONE, pour un montant de 436,57 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 2 à l'accord-cadre à bons de commande de travaux annuels de voirie divers, avec la Société COLAS SUD OUEST, d'un montant de 104 300,00 € T.T.C., portant le montant maximum annuel de l'année 2020 à 804 300,00 € T.T.C.
- Signature d'un avenant n° 9 au marché d'exploitation des installations techniques de production de chaleur, eau chaude sanitaire, climatisation et ventilation des bâtiments communaux, avec la Sté DALKIA, pour un montant en moins-value de - 12 379,69 € T.T.C.
- Signature d'un avenant de transfert n° 1 au marché de maîtrise d'œuvre pour la renaturation des falaises de la Côte des Basques, avec le groupement PLEIN AIR PAYSAGE / GEOCIAM, ayant pour objet la cession des activités de la Société PLEIN AIR PAYSAGE à la Société SOCAMA INGENIERIE.

➤ Signature de conventions d'occupation de locaux communaux :

- Signature d'une convention d'utilisation de locaux communaux à la Crypte Sainte Eugénie, mis à la disposition du collectif EGAK, pour l'organisation de son exposition qui s'est déroulée du 12 septembre au 18 octobre 2020.

- Signature d'une convention de mise à disposition de locaux communaux dans l'immeuble situé Impasse Labordotte, avec l'Association OHAKOA, concernant l'accueil en crèche de 20 enfants environ, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} octobre 2020.
- Signature d'avenants à conventions d'occupation du domaine public :
 - Signature d'un avenant n° 1 à la convention de mise à disposition de locaux communaux situés dans l'enceinte de l'école des Thermes Salins, avec le Centre Social MARIA PIA, ayant pour objet de mettre à disposition des espaces supplémentaires durant l'été 2020 pour le Centre de Loisirs Sans Hébergement, en raison du succès de la « zone maternelle ».
 - Signature d'un avenant de prolongation à la convention d'occupation précaire d'un logement situé à l'école maternelle Michelet, avec Mme Colombe DENYS, prolongeant la convention initiale de 6 mois à compter du 14 mars 2020.
 - Signature d'un avenant de prolongation n° 2 au contrat d'occupation du domaine public concernant l'exploitation d'un manège enfantin sur le site de la Grande Plage, avec M. Jean-Marie MALAVAL, prolongeant le contrat de mois en mois par tacite reconduction.
 - Signature d'un avenant de prolongation au contrat d'occupation du domaine public concernant l'exploitation de télescopes touristiques, avec la Société WIKA-DIMO, ayant pour objet d'une part, de prolonger le contrat du 1^{er} au 30 septembre 2020, et d'autre part, une diminution de la redevance suite au retrait provisoire de 2 télescopes pendant les travaux au Rocher de la Vierge.
- Mise à jour de régies de recettes :
 - Arrêté du 29/09/2020 décidant de mettre fin à la sous régie de recettes pour la perception des droits de fréquentation de l'ALSH, des restaurants scolaires et garderies périscolaires.
 - Arrêté du 29/09/2020 décidant de ramener le fonds de caisse de la régie de recettes pour la perception des droits de fréquentation de l'ALSH, des restaurants scolaires et garderies périscolaires au montant de 150 €.
- Action en justice intentée par :
 - Monsieur B.P. devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation de l'arrêté de non opposition à déclaration préalable n° 06412219B0550 en date du 27 novembre 2019, par lequel a été accordée la construction d'une piscine à Monsieur S.L.
- Permis de construire, déclarations préalables et autorisations d'urbanisme suivantes :
 - N° 06412220B0380, en vue de la peinture des façades principales du local associatif « roule la frite », 35 B allée du Moura,
 - N° 06412220B0396, demande de création d'un local poubelles, et emplacement vélos à l'extérieur, résidence Bellevue, 9 place Bellevue,

- N° 06412220B0411, modification clôture existante, jardin d'éveil du Braou, 3 bis rue de la Barthe,
 - N° 06412220B0461, modification clôtures et portails, école Victor Duruy, 136 Avenue J.F. Kennedy,
 - N° 06412220B0462, modification clôtures et portails, Ikastola, 11 Allée de la Forêt,
 - N° 06412220B0467, modification clôtures et portails, école du Reptou, 28 Rue Larrepunte ?
 - N° 06412220B0509, mise en place de films opacifiants, école du Reptou, 28 Rue Larrepunte,
 - N° 06412220B0518, remplacement fenêtres bois par fenêtres PVC, 3 Avenue du Lac Marion.
- Permis d'aménager :
- N° 06412220B0003, réaménagement de l'Avenue J.F. Kennedy entre le giratoire de Dassary jusqu'à la partie Sud de la Rue du Reptou.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

La séance est levée à 21 H 00.
